



Lancé en février 2013 EUTM Mali est une mission militaire de l'Union européenne, destiné à entraîner/former les forces armées maliennes. Pour mieux le cerner, [les échanges entre les députés britanniques et leur ministre](#) sont éclairants à plus d'un titre.

Les parlementaires de sa Majesté s'offusquent d'abord et avant tout de l'explosion des coûts de l'opération. Au lieu des 12,3 millions d'euros prévus pour les premiers 15 mois, le budget réel s'élève à 31 millions. En grande partie du fait du déplacement tardif du camp d'entraînement à Koulikoro, à 50 kilomètres de la capitale Bamako. Pour ce qui est de la prolongation de deux ans du mandat de la mission (jusqu'au printemps 2016), le budget prévu est de 27,7 millions, et ne devrait pas subir d'importantes modifications.

Sauf que les autorités maliennes pourraient exiger, de nouveau, des relocalisations. Il est notamment question aujourd'hui d'une possible cession de deux bâtiments occupés par la mission. Ce qui impliquerait mécaniquement une augmentation des coûts de l'opération. D'où la conclusion selon laquelle « *les autorités au Mali ne semblent pas avoir vraiment facilité les choses* » pour l'Europe.

Outre le défi budgétaire engendré par la relocalisation, le ministre des Affaires européennes déplore les insuffisances de la génération des forces. En particulier en ce qui concerne les capacités EVASAN (ou MEDEVAC : évacuation sanitaire) de la mission. Venant de lui, l'observation vaut de l'or. Pour rappel: les Britanniques sont par principe, pour ne pas dire dogme, les champions des « externalisations ». Autrement dit, la privatisation des tâches normalement assignées à l'armée, dans l'espoir, pour ne pas dire illusion, que cela produira un meilleur rapport coût/efficacité (le fameux « *best value for money* »).

Il est d'autant plus savoureux d'entendre un ministre britannique fort mécontent d'avoir dû recourir aux services d'une entreprise privée pour assurer les fonctions EVASAN de la mission de l'UE. Pour la simple et bonne raison que « *ça a coûté cher* ». En effet. La conclusion des députés va jusqu'à même remarquer qu'une « *organisation commerciale a pu prendre la mission en otage dans le domaine crucial de l'EVASAN, semble-t-il.* ».

Par ailleurs, les Britanniques notent qu'il n'y a pas assez d'équipement pour les soldats entraînés, et pas assez de soldats à entraîner non plus. Sans parler des doutes sur la qualité et la fiabilité de ceux qui sortent finalement de la formation/entraînement. Ce qui, toujours selon le ministre, « *pourrait mettre en péril la capacité des Maliens à prendre leurs responsabilités en main à la fin du prochain mandat* ». La mission risquerait donc soit de s'enliser, soit de se terminer sans avoir atteint son but, dans ce cas.

